

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2014/14856]

14 NOVEMBER 2014 — Ministerieel besluit tot vaststelling van de veiligheidsinrichtingen van de overweg nr. 4 op de spoorlijn nr. 39, baanvak Welkenraedt - Montzen, gelegen te Welkenraedt, ter hoogte van de kilometerpaal 1.996

De Minister van Mobiliteit,

Gelet op de wet van 12 april 1835 betreffende het tolgeld en de reglementen van de spoorwegpolitie, artikel 2, geïnterpreteerd bij de wet van 11 maart 1866;

Gelet op de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen, artikel 17, vervangen bij de wet van 1 augustus 1960 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 oktober 2004;

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2011 betreffende de veiligheidsinrichtingen aan overwegen op de spoorwegen, artikel 11, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit nr. A/01709/39/4 van 19 april 2012;

Gelet op het ministerieel besluit nr. A/01709-1/39/4 van 15 mei 2014;

Overwegende dat bovengenoemd ministerieel besluit van 15 mei 2014 de veiligheidsinrichtingen vaststelt van de overweg nr. 4 op de spoorlijn nr. 39, baanvak Welkenraedt - Montzen, gelegen te Welkenraedt, ter hoogte van de kilometerpaal 1.996 en oefening van het ministerieel besluit van 19 april 2012;

Overwegende dat bovengenoemd ministerieel besluit van 19 april 2012 de veiligheidsinrichtingen vaststelde van de overweg nr. 4 op de spoorlijn nr. 39, baanvak Welkenraedt - Montzen, gelegen te Welkenraedt, ter hoogte van de kilometerpaal 1.996;

Overwegende dat de technische studie van de installatie van de bijkomend veiligheidsinrichtingen gevraagd door de administratie wijst dat zij kan niet voor einde 2015 geïnstalleerd;

Overwegende dat het boven genoemde ministerieel besluit van 15 mei 2014 geen bestaansrecht meer heeft en dat het nodig is terug te keren naar de voorgaande situatie beschreven in het ministerieel besluit van 19 april 2012.

Besluit :

Enig artikel. Het ministerieel besluit nr. A/01709-1/39/4 van 15 mei 2014 wordt ingetrokken.

Brussel, 14 november 2014.

J. GALANT

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2014/14856]

14 NOVEMBRE 2014 — Arrêté ministériel fixant les dispositifs de sécurité du passage à niveau n° 4 sur la ligne ferroviaire n° 39, tronçon Welkenraedt - Montzen, situé à Welkenraedt, à la hauteur de la borne kilométrique 1.996

La Ministre de la Mobilité,

Vu la loi du 12 avril 1835 concernant les péages et les règlements de police sur les chemins de fer, l'article 2, interprété par la loi du 11 mars 1866;

Vu la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges, l'article 17, remplacé par la loi du 1^{er} août 1960 et modifié par l'arrêté royal du 18 octobre 2004;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée le 16 mars 1968, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2011 relatif aux dispositifs de sécurité des passages à niveau sur les voies ferrées, l'article 11, § 1^{er};

Vu l'arrêté ministériel n° A/01709/39/4 du 19 avril 2012;

Vu l'arrêté ministériel n° A/01709-1/39/4 du 15 mai 2014;

Considérant que l'arrêté ministériel du 15 mai 2014 mentionné ci-dessus fixe les dispositifs de sécurité du passage à niveau n° 4 sur la ligne ferroviaire n° 39, tronçon Welkenraedt - Montzen, situé à Welkenraedt, à la hauteur de la borne kilométrique 1.996 et abroge l'arrêté ministériel du 19 avril 2012;

Considérant que l'arrêté ministériel du 19 avril 2012 mentionné ci-dessus fixait les dispositifs de sécurité du passage à niveau n° 4 sur la ligne ferroviaire n° 39, tronçon Welkenraedt - Montzen, situé à Welkenraedt, à la hauteur de la borne kilométrique 1.996;

Considérant que l'étude technique relative à l'installation des dispositifs de sécurité supplémentaires demandés par l'administration montre qu'ils ne pourront pas être installés avant fin 2015;

Considérant que l'arrêté ministériel du 15 mai 2014 mentionné ci-dessus n'a plus sa raison d'être et qu'il convient de revenir à la situation antérieure décrite dans l'arrêté ministériel du 19 avril 2012.

Arrête :

Article unique. L'arrêté ministériel n° A/01709-1/39/4 du 15 mai 2014 est retiré.

Bruxelles, le 14 novembre 2014.

J. GALANT

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29716]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 23, 25, 26, 28, 30, 33 et 35 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation les articles 23, 25, 26, 28, 30, 33 et 35;

Considérant le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire;

Considérant le protocole de négociation syndicale du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné, conclu en date du 17 mars 2014;

Considérant le protocole de concertation du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 17 mars 2014;

Vu l'avis n° 142 du Conseil communautaire de l'Aide à la Jeunesse, donné en mars 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 février 2014;

Vu la demande d'avis adressée au Conseil d'Etat le 7 avril 2014, introduite en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « décret intersectoriel » : le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'Enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation;

2° « décret sectoriel » : le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire;

3° « Ministres compétents » : le Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions et le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions;

4° « administrations » : la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse et la Direction générale de l'Enseignement obligatoire;

5° « commission d'agrément » : la Commission d'agrément des services d'accrochage scolaire visée à l'article 25;

6° « mineur » : le mineur soumis à l'obligation scolaire visé aux articles 31, 32 et 33 du décret sectoriel.

Art. 2. Le présent arrêté porte exécution des articles 23, 25, 26, 28, 30, 33 et 35 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation.

TITRE II. — Agrément

CHAPITRE I^{er}. — Prises en charge

Art. 3. § 1^{er}. Le service d'accrochage scolaire composé d'une unité d'intervention est tenu d'atteindre une moyenne annuelle de douze prises en charge par jour avec un maximum de vingt prises en charge simultanées.

§ 2. Si le service d'accrochage scolaire est composé de plusieurs unités d'intervention, chaque unité d'intervention est tenue d'atteindre une moyenne annuelle de six prises en charge par jour avec un maximum de vingt prises en charge simultanées.

CHAPITRE II. — Demande d'agrément

Art. 4. § 1^{er}. En sus des précisions visées à l'article 29 du décret intersectoriel, la demande d'agrément, élaborée selon la grille normalisée visée à l'annexe 1^{re}, contient :

1) l'identité et la nature du pouvoir organisateur ainsi qu'un exemplaire des statuts ou du projet de statuts de l'association sans but lucratif ou de tout autre document attestant que son objectif exclusif est de remplir la mission visée à l'article 22 du décret intersectoriel;

2) l'organisation du service d'accrochage scolaire en une ou plusieurs unités d'intervention et s'il échet, la convention de partenariat visée à l'article 24, alinéa 2, du décret intersectoriel dans laquelle figure le pouvoir organisateur endossant la qualité d'employeur;

3) la liste du personnel ainsi que la fonction, le profil de fonction et la qualification pour chacun des membres du personnel;

4) l'identification du service de la médecine du travail;

5) la description des locaux;

6) la capacité d'accueil en distinguant s'il échet, la capacité d'accueil de chaque unité d'intervention du service;

7) le contenu et les modalités de formation du personnel;

8) le projet spécifique visé à l'article 25 du décret intersectoriel;

9) les heures normales d'activité en période scolaire et en période extrascolaire;

10) s'il échet, le type d'activités organisées dans un organisme externe, les objectifs et les modalités de ces activités;

11) pour le pouvoir organisateur constitué en association sans but lucratif, l'identification de l'expert-comptable ou du réviseur d'entreprises chargé de vérifier les comptes annuels;

12) un document présentant les engagements du service d'accrochage scolaire, du jeune et de la famille relatifs aux modalités de la prise en charge. Ce document sera mis à la disposition des jeunes et des familles et précisera notamment la façon dont les règles seront expliquées aux mineurs;

13) le rapport favorable du service régional d'incendie et celui du service de la médecine du travail;

14) les contrats d'assurance couvrant :

a) la responsabilité civile du pouvoir organisateur, de son personnel et des personnes qui résident dans le service;

b) les biens du pouvoir organisateur;

c) la responsabilité civile des mineurs pris en charge ou aidés;

d) le dommage corporel causé aux mineurs pris en charge.

15) l'engagement du pouvoir organisateur ou de la personne à laquelle la direction du service d'accrochage scolaire est confiée, de porter à la connaissance des administrations, selon les modalités fixées par elles, tout événement grave, tels que notamment décès, incident disciplinaire sérieux, interruption prolongée des activités du service d'accrochage scolaire, faute grave du personnel, dont notamment les faits de mœurs, irrégularité dans la gestion du service, sinistre quelconque;

16) lorsque le service d'accrochage scolaire est composé de plusieurs unités d'intervention, la justification de l'opportunité de ces différentes implantations ainsi que la nature de l'encadrement pédagogique pour chacune de ces unités.

§ 2. Sous réserve de l'application de l'article 30, alinéa 1^{er}, du décret, les administrations disposent d'un délai de deux mois pour communiquer leur avis à la Présidence de la Commission d'agrément.

Art. 5. Le pouvoir organisateur et le service communiquent aux administrations, chacun en ce qui le concerne, toute modification des données fournies lors de l'examen de la demande d'agrément et répondent à toutes demandes d'information émanant des administrations. En cas de modification significative du projet spécifique ou des modalités visées à l'article 29 du décret intersectoriel, les promoteurs du projet sont tenus d'en informer la commission d'agrément.

CHAPITRE III. — Modalités relatives au retrait de l'agrément

Art. 6. § 1^{er}. Une mise en demeure est notifiée par les Ministres compétents au pouvoir organisateur et au service concernés lorsqu'ils constatent :

1° que le projet pédagogique d'un service ne répond plus à des besoins eu égard notamment aux difficultés rencontrées par les mineurs et leurs familles et aux conditions d'admission ou de prise en charge déterminées dans le projet pédagogique du service;

2° qu'un service ne remplit plus les conditions fixées par le présent arrêté;

3° qu'un service ne respecte plus les dispositions légales réglementaires de contrôle comptable et financier qui lui sont applicables;

4° sur la base d'une information de la commission d'agrément, que le service n'exécute pas le projet pédagogique pour lequel il est agréé;

5° que l'analyse comptable montre que le service est en situation de ne plus pouvoir assumer ses obligations envers les tiers.

Le service d'accrochage scolaire dispose d'un délai de trois mois pour se conformer à la mise en demeure.

§ 2. S'il n'est pas satisfait à cette mise en demeure ou si le service d'accrochage scolaire a déjà fait l'objet d'une mise en demeure au cours des vingt-quatre mois qui précèdent, la commission d'agrément est saisie du dossier et doit remettre un avis aux Ministres compétents dans les deux mois suivant cette saisine.

§ 3. Après avoir sollicité l'avis de la commission, les Ministres compétents peuvent, dans un délai qu'ils déterminent, retirer l'agrément. Ils en informent les administrations. La décision est notifiée par le secrétaire de la Commission d'agrément, par lettre recommandée, au service et à son pouvoir organisateur qui précise la date à laquelle le retrait d'agrément est effectif. Au terme du délai, le subventionnement prend fin dans les conditions et délais fixés par les Ministres compétents, sans préjudice des dispositions visées à l'article 20, § 2, 4°, du présent arrêté.

La décision est transmise, pour information, au président de la commission d'agrément.

CHAPITRE IV. — Commission d'agrément

Art. 7. La Commission d'agrément se réunit alternativement dans les locaux de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire et dans ceux de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse.

Art. 8. Chaque membre de la Commission d'agrément peut être remplacé par un suppléant désigné selon les mêmes modalités que le titulaire. Celui-ci ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

En cas de démission ou de décès d'un membre, il est pourvu à son remplacement.

Un membre est démissionnaire d'office s'il perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

La Commission d'agrément recourt, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à l'avis d'experts, avec voix consultative.

Art. 9. § 1^{er}. Le secrétariat de la Commission d'agrément est assuré par un agent de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Le Secrétaire rédige le procès-verbal de chaque réunion qui mentionne :

1° les membres présents, absents et excusés;

2° l'approbation ou les remarques des membres au sujet du procès-verbal de la réunion précédente;

3° la teneur des décisions prises ou des avis donnés en mentionnant, le cas échéant, les majorités exprimées et au besoin les argumentations qui les fondent;

4° toute intervention nominative lorsque le membre concerné en formule explicitement la demande.

Le Secrétaire adresse le procès-verbal à chacun des membres de la Commission d'agrément dans la semaine qui suit la réunion.

Le Secrétaire veille à la conservation de toutes les archives de la Commission d'agrément.

§ 2. Toute correspondance doit être adressée à la Présidence de la Commission d'agrément des services d'accrochage scolaire.

§ 3. Une fois le procès-verbal approuvé, le secrétaire adresse une décision motivée au service d'accrochage scolaire concerné.

Art. 10. Les convocations aux réunions sont adressées aux membres par le Secrétaire, par voie postale ou par voie électronique, dix jours ouvrables au moins avant la date de la séance.

La convocation mentionne le jour, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour. Les pièces se rapportant aux points qui figurent à l'ordre du jour sont jointes à la convocation.

L'ordre du jour est établi conjointement par le Président et le Vice-président. L'ordre du jour peut être complété par des demandes formulées par les membres au moins 8 jours avant la date de la réunion. Les membres de la Commission d'agrément veillent, le cas échéant, à joindre les documents relatifs au(x) point(s) proposé(s).

Art. 11. L'ensemble des points figurant à l'ordre du jour doit être traité. La Commission d'agrément peut décider de renvoyer un point à une réunion ultérieure.

Art. 12. La Commission d'agrément délibère valablement si les membres suivants sont présents : le Président, le Vice-président, trois représentants visés à l'article 28, § 1^{er}, 3^o, du décret intersectoriel et trois représentants visés à l'article 28, § 1^{er}, 4^o, du décret intersectoriel.

A défaut d'avoir réuni ces membres, la Commission d'agrément délibère valablement, quels que soient les membres présents, après une nouvelle convocation sur le même objet.

La Commission d'agrément prend ses décisions à la majorité des deux tiers des membres présents. Le vote se fait à bulletin secret.

TITRE III. – *Subvention*

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Art. 13. La subvention triennale forfaitaire telle que prévue par l'article 23 du décret intersectoriel, liquidée sur base annuelle, est allouée au service à concurrence d'un douzième par mois, à terme échu.

CHAPITRE II. — *Modalités de liquidation et d'utilisation de la subvention*

Art. 14. § 1^{er}. Toute dépense effectuée doit être justifiée; les preuves de paiement sont tenues à la disposition de l'administration. Seules les charges effectives visées sur la base du présent arrêté déterminent le résultat établi par les administrations.

§ 2. En cas de désaccord sur le montant d'une subvention provisionnelle ou définitive fixé par les administrations, le service d'accrochage scolaire dispose d'un délai de deux mois endéans la date d'envoi de la notification des administrations, date de la poste faisant foi, fixant la subvention pour adresser par écrit une demande motivée de révision. Le cas échéant, un délai supplémentaire d'un mois peut être sollicité par le service d'accrochage scolaire afin de compléter l'argumentation. En cas de non-respect de ces échéances, la décision initiale acquerra un caractère définitif sauf s'il est établi qu'une erreur est imputable aux administrations.

§ 3. Lorsque les administrations ont décidé de récupérer tout ou partie d'une subvention avancée, le service d'accrochage scolaire peut, dans les trois mois qui suivent la notification de la décision, faire valoir par écrit ses arguments sur les modalités de la récupération. Passé ce délai, et après examen des moyens invoqués par le service, les administrations font connaître leur décision et procèdent, s'il échet, à la récupération immédiate. Si des circonstances particulières le justifient, elles peuvent octroyer des termes et délais.

Les subventions avancées qui doivent être récupérées par les administrations peuvent être portées en déduction des subventions allouées.

§ 4. L'employeur informe les instances de concertations légales de la notification des administrations, dans le mois de sa réception.

§ 5. Les subventions ne peuvent être investies dans des placements financiers à risque. Les placements éthiques sont privilégiés.

§ 6. Les fonds propres correspondent uniquement au capital de départ du service d'accrochage scolaire, aux dons et legs qu'il reçoit et aux produits d'activités lucratives qu'il organise. Sont également des fonds propres, les intérêts bancaires perçus sur le placement des fonds propres précités, ainsi que le résultat reporté des exercices antérieurs, dans le cas des personnes morales de droit public, les fonds publics dont disposent celles-ci.

En aucun cas, la partie non justifiée ou non utilisée des diverses catégories de subventions allouées, y inclus les intérêts bancaires résultant du placement de subventions, ne peut être incluse dans les fonds propres du service.

§ 7. Les subventions allouées sont diminuées à concurrence des subventions versées par d'autres personnes morales de droit public. Il n'est toutefois tenu compte de celles-ci que dans la mesure où elles ont été versées pour couvrir des dépenses déjà prises en considération pour la fixation de la partie de la subvention pour frais de personnel. Cependant, dans tous les cas, les subsides de la Loterie Nationale ne font pas l'objet d'une récupération.

Art. 15. Le service d'accrochage scolaire informe les administrations de toute subvention ou tout remboursement de frais exposés, obtenus sur une autre base que l'arrêté. Les dépenses couvertes par ces subventions ou remboursements de frais doivent être reprises de manière complète et distincte dans le plan comptable visé à l'article 16, § 1^{er}.

Art. 16. § 1^{er}. Les services d'accrochage scolaire doivent tenir une comptabilité en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 2001 fixant le plan comptable minimum normalisé applicable par les services agréés dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse.

Lorsque plusieurs services d'accrochage scolaire agréés relèvent d'un même pouvoir organisateur, une comptabilité analytique est tenue par service.

Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables si le pouvoir organisateur est un pouvoir public et qu'à ce titre, un autre plan comptable lui est imposé. Dans ce cas, la comptabilité est tenue sur une fonction budgétaire spécifique et comporte un compte de résultats pour chaque service. Les bonis éventuels cumulés sur les subventions doivent être maintenus dans les comptes du service d'accrochage scolaire d'accrochage scolaire.

§ 2. Sauf lorsque le pouvoir organisateur est un pouvoir public, les comptes annuels doivent être vérifiés par un expert-comptable ou, si la loi l'impose, certifiés par un réviseur d'entreprises. Les rapports de contrôle de ceux-ci font mention de leur numéro d'immatriculation à l'Institut des Experts-comptables ou à l'Institut des Réviseurs d'entreprises, et portent en priorité sur :

- a) l'application du plan comptable dont question au § 1^{er};
- b) l'activité financière du service;
- c) les différentes rubriques du bilan et leur fondement;
- d) les dépenses en frais de personnel et leur concordance avec les relevés établis en matière de sécurité sociale et de précompte professionnel;
- e) le résultat de l'exercice comptable vérifié.

§ 3. Avant la fin du mois de septembre, les services d'accrochage scolaire font parvenir aux administrations, selon les modalités fixées par les Ministres compétents, un exemplaire des comptes annuels de l'exercice écoulé et du budget de l'exercice en cours. S'il échet, les rapports de l'expert-comptable ou du réviseur d'entreprises sont joints aux comptes annuels ainsi qu'une copie de la délibération de l'assemblée générale.

§ 4. Lorsqu'au terme d'un exercice comptable, la perte dépasse cinq pour cent de l'ensemble des produits de l'année, ou si le déficit cumulé dépasse dix pour cent des produits de l'année, le service d'accrochage scolaire communique aux administrations les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour rétablir l'équilibre financier.

§ 5. Un exemplaire des comptes annuels et du rapport d'activités est tenu à la disposition des membres du personnel du service d'accrochage scolaire qui peuvent le consulter sur simple demande. Le service les informe de la possibilité de consulter ces documents.

§ 6. Les membres du personnel sont invités à participer à une réunion annuelle d'information sur les comptes annuels et l'utilisation des subventions, sans préjudices d'autres dispositions réglementaires.

§ 7. Les services d'accrochage scolaire conservent les pièces justificatives comptables pendant 7 ans.

CHAPITRE III. — *Frais de fonctionnement*

Art. 17. § 1^{er}. La subvention provisionnelle annuelle pour frais de fonctionnement est fixée à 67.300 EUR indexables par service d'accrochage scolaire.

§ 2. Sont admissibles pour la justification des frais de fonctionnement, les dépenses suivantes :

1° les frais d'occupation des immeubles, notamment les loyers, charges locatives et frais de déménagement, frais de surveillance, précompte immobilier, taxe sur immeubles résidentiels;

2° lorsque le service d'accrochage scolaire est propriétaire des immeubles qu'il occupe, la dotation aux amortissements annuels sur immobilisations corporelles afférente aux immeubles précités. Le taux d'amortissement est fixé à 3,333 %. Un taux d'amortissement de 10 ou 6,666 % peut être pris en considération pour les aménagements ou gros travaux d'entretien des immeubles;

3° les frais de produits d'entretien;

4° les frais d'entretien des locaux et de leur contenu;

5° les frais d'eau, d'énergie et de combustibles;

6° les frais d'administration;

7° les frais d'assurances non relatives au personnel, soit les assurances incendie, vol, responsabilité civile obligatoire du service d'accrochage scolaire, responsabilité civile du pouvoir organisateur, véhicules, matériel de bureau et informatique;

8° les frais juridiques, les honoraires d'avocats et d'experts exposés dans le cadre de la défense des membres du personnel et du pouvoir organisateur par rapport aux bénéficiaires de l'aide apportée par le service, à l'exclusion de tous les autres frais d'avocats, d'experts et de frais de procédure;

9° les honoraires des superviseurs et formateurs, sur base de factures dûment établies et à concurrence d'un montant maximum annuel indexable fixé à 3.111,39 EUR à majorer de la T.V.A. par service;

10° les honoraires de vérification ou de certification des comptes annuels, conformément aux dispositions de l'article 16, § 3. Ces frais sont pris en considération sur base de factures dûment établies, à concurrence d'un montant maximum annuel indexable de 933,39 EUR à majorer de la T.V.A. par service d'accrochage scolaire;

11° les honoraires afférents à des tâches administratives et comptables nécessaires au bon fonctionnement du service d'accrochage scolaire ou au respect des conditions d'agrément. Ces frais sont pris en considération sur base de factures dûment établies et dans la limite d'un montant maximum annuel indexable de 4.065,45 EUR par service :

12° les montants payés aux agences locales pour l'emploi pour des tâches ponctuelles qui ne relèvent pas des tâches habituelles du personnel du service d'accrochage scolaire;

13° les frais de secrétariat social, à savoir le calcul des salaires, les formalités liées au paiement des salaires devant être accomplies dans le cadre de la législation sociale et fiscale, le soutien logistique et juridique; sur base de factures dûment établies, ces frais sont couverts par la subvention à concurrence de 188,77 EUR indexables, à majorer de la T.V.A., par travailleur et par année;

14° les cotisations payées aux organisations représentatives des services d'accrochage scolaire, à concurrence d'un montant maximum de 53,94 EUR indexables par an et par emploi temps plein pris en considération pour le calcul de la subvention du service d'accrochage scolaire;

15° les frais de formation continue du personnel en Belgique; le subventionnement de frais de formation à l'étranger est subordonné à l'accord des administrations. Celle-ci peut fixer, sans effet rétroactif, le montant maximum des frais de formation à l'étranger qui peut être subventionné. Cette décision doit faire l'objet d'une motivation.

La partie de la subvention consacrée à la formation ne peut être supérieure à un montant équivalent à 20 % de la subvention annuelle pour frais de fonctionnement. Les frais de formation qui justifient l'utilisation de la subvention correspondent soit à des formations de spécialisation en rapport avec la fonction occupée et le niveau de celle-ci, les études générales étant exclues, soit à des participations à des colloques, conférences, congrès, séminaires et journées d'étude;

16° les frais de déplacement et de mission du personnel, en Belgique, sur la base du tarif kilométrique applicable au personnel de l'administration. Le subventionnement des frais de déplacement à l'étranger est subordonné à l'accord des administrations. Cet accord peut être annuel, de principe et concerner un ensemble de dépenses. Les administrations peuvent fixer, sans effet rétroactif, le montant maximum des frais de formation à l'étranger qui peut être subventionné. Cette décision doit faire l'objet d'une motivation;

17° les frais d'annonce, de publicité, de documentation, d'accueil des mineurs et de leurs proches;

18° lorsqu'il y a usage professionnel, les frais liés à l'utilisation des véhicules, y compris l'assurance omnium missions et, s'il échet, le surcoût afférent à l'assurance responsabilité civile véhicule;

19° les frais d'évacuation des déchets;

20° les frais de matériel didactique;

21° les frais bancaires et les charges d'emprunt nécessaires au bon fonctionnement du service, dans le cadre de l'application de l'arrêté;

22° les frais exceptionnels, dans le cadre des tâches visées aux points 10°, 11° et 13° pour autant qu'il y ait accord des administrations;

23° la dotation aux amortissements annuels sur immobilisations corporelles afférente aux mobilier, matériel et autres équipements. Le taux d'amortissement est fixé à 20 % pour le matériel fixe et roulant ainsi que pour le mobilier et le matériel de bureau. Il est fixé à 33,33 % pour les matériels informatiques et software;

24° les taxes et impôts directs et indirects liés à l'activité agréée du service;

25° les facturations internes afférentes aux points 11° et 13° pour l'ensemble des services d'accrochage scolaire organisés par un pouvoir organisateur, ainsi que les facturations afférentes au point 6° uniquement lorsque le pouvoir organisateur est un pouvoir public, sont acceptées dans le respect des modalités ci-après :

a) pour les honoraires afférents aux tâches administratives et comptables visées au 11°, à concurrence d'un montant maximum annuel indexable de 4.065,45 EUR à majorer de la T.V.A. par service d'accrochage scolaire;

b) pour les tâches visées au 13° précité : les dispositions visées au même 13° sont applicables sans tenir compte de la majoration pour la T.V.A.;

c) pour les frais d'administration visés au 6°, uniquement pour les services dont le pouvoir organisateur est un pouvoir public, à concurrence de maximum 26.956,24 EUR indexables par an;

26° les frais liés à l'exécution des activités éducatives et/ou pédagogiques mises en place au profit des mineurs.

27° les frais de représentation limités à 350 EUR indexables par service d'accrochage scolaire et par an.

Art. 18. Sont également admissibles pour la justification des frais de fonctionnement visés à l'article 17 :

a) les frais de recherche, d'expertise et de développement visant à l'amélioration des pratiques développées par les services d'accrochage scolaire et qui contribuent à l'application du décret. Ces frais ne pourront être engagés qu'après avoir reçu l'accord des Ministres concernés;

b) les dépenses de personnel visées à l'article 20, déduction faite des subventions versées par d'autres personnes morales de droit public conformément à l'article 20.

Art. 19. Les montants indexables visés à l'article 16 sont indexés annuellement conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, telle que modifiée. Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01. Le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1^{er} janvier 1990.

CHAPITRE IV. — *Frais de personnel*

Section 1^{er}. — Subvention provisionnelle pour frais de personnel

Art. 20. § 1^{er}. Une subvention provisionnelle forfaitaire est allouée au service d'accrochage scolaire pour la période comprise entre la date du 1^{er} janvier 2015 et la fin des deux années civiles suivantes; elle est examinée ensuite tous les trois ans et, adaptée eu égard aux éléments suivants :

1° la subvention est calculée sur base de cinq équivalents temps plein éducateurs classe 1 après déduction des aides publiques à l'emploi. Il n'est toutefois tenu compte des aides publiques à l'emploi que dans la mesure où elles ont été versées pour couvrir des dépenses déjà prises en considération pour la fixation de la partie de la subvention pour frais de personnel;

2° la subvention provisionnelle pour frais de personnel est égale à : Rémunération annuelle brute indexable d'un éducateur classe 1 (sur la base des échelles barémiques fixées dans les conventions collectives de la commission paritaire 319.02 applicable aux établissements et aux services de l'Aide à la Jeunesse) avec une ancienneté forfaitaire de 6 ans X coefficient d'indexation au 1^{er} janvier de la période triennale X coefficient de majoration pour les charges X nombre d'ETP (5) = subvention provisionnelle forfaitaire annuelle indexée au 1^{er} janvier de la période triennale / 12 mois = subvention provisionnelle mensuelle indexée au 1^{er} janvier de la période triennale.

Le coefficient de majoration est fixé à 1,54 pour les emplois financés intégralement par la Communauté française et à 1,22 pour les emplois bénéficiant d'une réduction des charges patronales. Pour les emplois faisant l'objet d'aides publiques à l'emploi ou de cofinancements, les montants relatifs aux interventions sont portés en déduction de la subvention provisionnelle annuelle indexée;

3° en cas de revalorisation barémique sur base des accords du non marchand, la subvention provisionnelle est adaptée à partir de la date de prise de cours de la revalorisation de l'échelle barémique d'éducateur classe 1 prévue.

Le service d'accrochage scolaire est tenu d'utiliser les aides à l'emploi qui lui sont octroyées par la Région.

§ 2. Pour les services d'accrochage scolaire qui, au 31 décembre 2009, exerçaient les missions visées à l'article 22 du décret intersectoriel au titre de projet pilote et qui à ce titre se voyaient octroyer six emplois dans le cadre de la « convention conclue le 20 juillet 2006 entre la Région wallonne et la Communauté française en matière d'emploi ainsi que de prévention et de lutte contre la violence dans les secteurs de l'Aide à la Jeunesse et de l'enseignement », dans le cadre de la « convention conclue le 20 avril 2007 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté française en matière d'emploi dans le cadre de l'exécution du plan d'action communautaire d'Aide à la Jeunesse « Précocité, adéquation et cohérence : l'Aide à la Jeunesse de demain » ou par la Communauté française à charge du budget de l'enseignement, la subvention provisionnelle pour frais de personnel est calculée sur base de six équivalents temps plein après déduction des aides publiques à l'emploi octroyées dans le cadre des conventions précitées.

Section 2. — Subvention définitive pour frais de personnel

Art. 21. § 1^{er}. Après la fin de chaque année civile, le service d'accrochage scolaire renseigne aux administrations le montant des dépenses réelles, à l'exclusion des provisions pour pécules de vacances, de l'année précitée. Pour chaque exercice comptable annuel, il est procédé à la fixation des dépenses admissibles, sur la base des pièces requises par les administrations.

Les administrations récupèrent, après la fin de la période visée à l'article 20, § 1^{er}, le trop-perçu éventuel de la subvention provisionnelle allouée durant les années civiles de la période précitée y compris le cas échéant l'intervention visée au § 3 du présent article, dont l'utilisation n'est pas justifiée. En cas de cessation des activités du service d'accrochage scolaire, la récupération du trop-perçu intervient avant la fin de la période visée à l'article 20, § 1^{er}.

§ 2. Sont admissibles pour la justification des frais de personnel, les dépenses suivantes :

1° le paiement des rémunérations calculées suivant les échelles barémiques fixées par les conventions collectives de la commission paritaire visée à l'article 20;

2° pour le personnel détaché par des personnes morales de droit public ou de privé, le paiement des rémunérations calculées suivant les normes applicables pour ces personnes morales de droit public ou privé;

3° le paiement des charges patronales légales afférentes aux rémunérations, ainsi que le paiement de l'assurance-loi.

A titre transitoire, à des fins de régularisation, les primes relatives à l'assurance-loi de l'année précédente peuvent être prises en considération et être réparties sur les trois années du triennat en cours;

4° l'octroi d'avantages complémentaires, dont certains accordés notamment en vertu des conventions collectives de travail de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone :

a) une allocation de fin d'année calculée sur la base des dispositions accordant une telle allocation aux agents de la fonction publique du Gouvernement de la Communauté française;

b) une allocation annuelle spéciale indexable de 495,79 EUR octroyée proportionnellement à l'horaire hebdomadaire presté et payée mensuellement par douzième; il n'est pas tenu compte de cette allocation pour le calcul de l'allocation de fin d'année précitée au point a);

c) les dépenses journalières effectuées par les membres du personnel jusqu'à concurrence du montant d'indemnité prévu par les conventions collectives de travail de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, et jusqu'à concurrence d'un maximum de 30 jours par an par membre du personnel, lorsqu'ils accompagnent les jeunes lors de vacances organisées par le service d'accrochage scolaire.

La dépense journalière est subventionnée pour autant que le membre du personnel soit présent les 24 heures de la journée sur le lieu des vacances; le premier et le dernier jour de vacances comptent chacun pour un jour complet;

d) un jour de congé le 27 septembre de chaque année pour la fête de la Communauté française. Un supplément de 4 jours de congé pour les membres du personnel prouvant 6 mois d'ancienneté dans le service; cette deuxième mesure s'applique proportionnellement pour les travailleurs à temps partiel;

e) le remboursement des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail, suivant les modalités fixées dans les conventions collectives y afférentes;

5° le paiement des charges de préavis, prestés ou non, à concurrence de la durée minimale de préavis prévue par la législation sociale.

a) lorsque la durée du préavis est prolongée par la juridiction compétente, consécutivement à un recours du membre du personnel, les Ministres compétents décident si tout ou partie des coûts supplémentaires décidés par la juridiction précitée sont pris en considération pour justifier la subvention provisionnelle. Lorsqu'il est donné pour cause de cessation définitive des activités du service d'accrochage scolaire, le préavis doit être presté jusqu'à la fin des activités du service d'accrochage scolaire;

b) en cas de retrait de l'agrément, la subvention définitive est adaptée pour couvrir le paiement de la partie des préavis précités supportés par le service après la fin de l'agrément, à condition que l'utilisation conforme de la subvention définitive soit garantie et après déduction des trop-perçus de subventions, le cas échéant. Dans le cas où il est constaté une utilisation non conforme de la subvention, il sera également fait déduction des fonds propres dont dispose le pouvoir organisateur;

6° le cas échéant, le paiement des prestations administratives et comptables visées aux 10°, 11°, 12° et 13° de l'article 17 du présent arrêté, dans les limites fixées par ce même article;

7° le paiement de l'indemnité de prépension, pour autant que les dispositions légales en matière de prépension soient respectées;

8° le paiement des charges effectives visées au 2°, d'allocations de vacances du personnel ouvrier, de pécules de vacances simple et double des employés, afférentes à l'année précédant l'année de fixation de la subvention définitive; dans le cas où le service d'accrochage scolaire arrête son activité, les dépenses précitées constituent les charges de fermeture prises en considération pour être subventionnées en plus de la subvention définitive de l'année de fermeture. Pour le calcul de la subvention définitive de l'année de fermeture, les dépenses précitées afférentes à l'année de fermeture sont prises en considération;

9° la prise en considération de la quote-part ou de la partie des rémunérations et charges non financées par d'autres personnes morales de droit public ou de fonds sociaux sectoriels, le cas échéant;

§ 3. L'intervention versée au service d'accrochage scolaire par le service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale pour compenser l'absence d'un travailleur en congé-éducation est incluse dans la subvention provisionnelle. Cette comptabilisation est répartie sur une ou plusieurs années civiles, la première étant celle où le travailleur a débuté son congé-éducation, la dernière étant celle consécutive à l'année durant laquelle l'intervention du Service fédéral Emploi, Travail et concertation sociale est payée.

Le service d'accrochage scolaire informe les administrations, par voie postale ou électronique, dans le mois qui suit le paiement effectif de l'intervention, de son choix concernant l'affectation du montant de l'intervention sur l'une ou plusieurs des années concernées.

Art. 22. Pour les montants qui constituent des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, modifiée par les arrêtés subséquents. Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01. Le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1^{er} janvier 1990.

TITRE IV. — Dispositions relatives à l'inspection comptable et à l'inspection pédagogique

CHAPITRE 1^{er}. — Inspection comptable

Art. 23. Chaque année, un vérificateur de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire et un inspecteur comptable de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse effectuent conjointement le contrôle des pièces comptables au sein du service d'accrochage scolaire. Ils vérifient, notamment, que :

a) les membres du personnel du service d'accrochage scolaire sont soumis au régime de travail fixé par les conventions collectives de travail de la Commission paritaire 319.02 visés à l'article 20;

b) la personne à laquelle la direction du service d'accrochage scolaire a été confiée et qui reçoit du pouvoir organisateur les informations lui permettant d'assumer cette charge, est chargée, sous la responsabilité du pouvoir organisateur, de la tenue de la comptabilité.

Le rapport d'inspection, rédigé conjointement par le vérificateur de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire et par l'inspecteur comptable de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse est transmis dans les deux mois de l'inspection aux administrations. Une copie de ce rapport est adressée aux Ministres compétents et au service concerné.

Lorsque le rapport visé à l'alinéa 2 mentionne que les subventions annuelles forfaitaires ont été utilisées à des fins étrangères à l'objet pour lequel elles ont été octroyées et/ou qu'il existe des manquements ou des irrégularités dans la tenue de la comptabilité, le Gouvernement transmet ce rapport dans le mois de sa réception à la Commission d'agrément.

CHAPITRE II. — *Inspection pédagogique*

Art. 24. Le rapport d'inspection visé à l'article 32 du décret intersectoriel est transmis dans les deux mois au service d'accrochage scolaire.

Art. 25. Les Services d'inspection visés à l'article 32 du décret intersectoriel vérifient notamment :

a) que la personne à laquelle la direction du service d'accrochage scolaire a été confiée et qui reçoit du pouvoir organisateur les informations lui permettant d'assumer cette charge, est chargée, sous la responsabilité du pouvoir organisateur, de la gestion journalière, du respect des réglementations en vigueur et de la mise en œuvre du projet spécifique;

b) que les services d'accrochage scolaire ouvrent un dossier au nom de chaque mineur au plus tard le premier jour de la prise en charge effective. Ce dossier contient notamment le projet personnel visé à l'article 36 du décret intersectoriel, les bilans visés à l'article 38 dudit décret et la reconnaissance de scolarité visée à l'article 35, alinéa 2, dudit décret. Le dossier individuel du mineur, visé au § 1^{er}, peut être détruit au plus tôt 5 ans après l'accession du mineur à la majorité;

c) que le service d'accrochage scolaire a développé des outils pour résoudre les difficultés spécifiques de chaque mineur en application de l'article 36, alinéa 2, du décret intersectoriel;

d) le travail effectué pendant les vacances scolaires;

e) les modalités selon lesquelles le service d'accrochage scolaire assure la supervision pédagogique de son personnel et l'évaluation de son action;

f) qu'au cours de la première année d'activité du service d'accrochage scolaire, une supervision pédagogique a été organisée par une personne ou un organisme extérieur au service d'accrochage scolaire;

g) qu'un procès-verbal de chaque réunion relative au projet spécifique du service d'accrochage scolaire et à l'application du code de déontologie a été rédigé et que la signature des membres présents est apposée sur chaque procès-verbal;

h) que les mineurs sont invités, au minimum une fois par an, à participer à une réunion avec la direction et les membres du personnel lorsque les points mis à l'ordre du jour les concernent directement et que la signature des mineurs présents est apposée sur chaque procès-verbal.

TITRE V. — *Rapport annuel d'activités*

Art. 26. Au plus tard pour le 30 septembre, chaque service d'accrochage scolaire remet le rapport annuel d'activités visé à l'article 25, § 4, du décret intersectoriel couvrant l'année scolaire précédente.

Ce rapport d'activités, élaboré selon la grille normalisée définie par les Ministres compétents, précise pour chaque unité d'intervention :

- 1) le cadre du personnel;
- 2) la manière dont les qualifications des membres du personnel ont contribué à la réalisation du projet spécifique;
- 3) le nombre de mineurs pris en charge et la durée moyenne de prise en charge en distinguant :
 - les mineurs pris en charge sur base de l'article 31, 32 ou 33 du décret sectoriel;
 - l'année d'étude, la forme et le type d'enseignement des mineurs;
- 4) le nombre de dossiers ouverts en précisant pour chaque mineur le niveau, la forme, le type d'enseignement et le type de situation dont il relève;
- 5) le nombre de mineurs ayant interrompu une prise en charge qui leur avait été recommandée ou qui l'ont interrompue en précisant pour chacun d'eux le niveau, la forme, le type d'enseignement, le type de situations dont il relève et les motifs de la décision;
- 6) le nombre de mineurs ayant été accueillis pendant les vacances scolaires et les activités organisées pendant ces périodes;
- 7) les outils élaborés au cours de l'année scolaire pour remédier aux difficultés des mineurs;
- 8) les modalités des partenariats organisés avec les établissements fréquentés par les mineurs avant ou après leur prise en charge et avec les Centres psycho-médico-sociaux concernés;
- 9) s'il échet, les modalités des partenariats organisés avec d'autres établissements scolaires que ceux fréquentés par les mineurs avant ou après leur prise en charge, avec les Centres psycho-médico-sociaux concernés ou avec tout opérateur scolaire ou extrascolaire;
- 10) s'il échet, les activités du service d'accrochage scolaire organisées en partenariat avec un organisme externe, les modalités et les objectifs de ces activités en référence aux missions visées à l'article 22 du décret;
- 11) s'il échet, le nombre de situations ayant nécessité l'implication du Conseiller de l'Aide à la Jeunesse, du Directeur de l'Aide à la Jeunesse ou du Tribunal de la jeunesse;
- 12) la description des moyens mis en place pour déceler les difficultés d'apprentissage ou de socialisation des mineurs et pour y remédier;
- 13) les activités relatives à l'aide et à l'accompagnement en lien avec le milieu familial, en particulier les parents ou des personnes investies de l'autorité parentale ou de vie des jeunes;
- 14) les formations organisées au bénéfice des membres du personnel;

- 15) les éléments facilitateurs et les difficultés rencontrées pour mener à bien les missions dévolues à ces structures;
 16) les orientations scolaires adoptées à l'issue des prises en charge;
 17) le nombre de prises en charge n'ayant pas atteint les objectifs fixés et les éventuelles causes qui sont à l'origine de cet échec.

TITRE VI. — *Reconnaissance de scolarité*

Art. 27. Pour que la période d'accompagnement visée à l'article 35 du décret intersectoriel fasse l'objet d'une reconnaissance de scolarité, celle-ci est introduite par le service d'accrochage scolaire à l'aide du formulaire visé à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaires.

La décision d'octroyer ou non la reconnaissance de scolarité est notifiée par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire au plus tard dans les vingt jours ouvrables qui suivent la réception de la demande. A défaut de respecter ce délai, la décision est réputée favorable.

TITRE VII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 28. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux services d'accrochage scolaire du 14 mai 2009 est abrogé.

Art. 29. A titre transitoire, les services d'accrochage scolaire bénéficiant, à la date du 31 août 2014, d'un agrément en vertu de l'article 18 du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école maintiennent leur agrément et restent soumis au titre VI du décret du 12 mai 2004 précité jusqu'au 31 décembre 2014. A partir du 1^{er} janvier 2015, ces services sont agréés pour une durée indéterminée.

Art. 30. Le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions et le Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Bruxelles, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

Annexe 1^{re}

Grille normalisée relative à la demande d'agrément visé à l'article 3

Identification du Pouvoir organisateur

Forme juridique :
Personne morale de droit public
Etablissement d'utilité publique
Association sans but lucratif
(joindre les statuts à la demande d'agrément)
Numéro d'entreprise :
Adresse du siège social
Téléphone :/
Fax :
Adresse mail
Numéro de l'association :
N° d'entreprise
N° de compte et libellé

Liste des membres de l'assemblée générale, du conseil d'administration et fonctions

Nom - prénom	Fonction	Profession	Adresse	Téléphone

Identification du Service d'accrochage scolaire

Nom du service d'accrochage scolaire :	.....
Adresse :	.....
Code postal :	..... Commune :
Téléphone :/
Fax :	.....
Adresse mail	.....
N° de matricule :	.....
Nombre d'unités d'intervention :	.....
Capacité d'accueil de chaque unité d'intervention :	
1 ^{re} Unité :	..... 2 ^e unité : 3 ^e unité :
Coordonnées des unités d'intervention si le service en compte plusieurs :	
Adresse	.....
Code postal	..... Commune :
Adresse	.....
Code postal	..... Commune :
Adresse	.....
Code postal	..... Commune :

Liste des membres du personnel

Les membres du personnel du service d'accrochage scolaire ne peuvent être membres du conseil d'administration du pouvoir organisateur; ils peuvent cependant être membres invités, avec voix consultative (art. 27, § 2, du décret).

1) Joindre pour chaque membre du personnel un extrait de casier judiciaire modèle 2, un certificat médical attestant l'aptitude à travailler et à fréquenter le service, ainsi qu'une copie des diplômes.

2) Indiquer selon quel ordre de délégation est assurée la responsabilité de prendre les mesures en cas d'urgence et de répondre aux demandes tant extérieures qu'intérieures.

1^{re} unité d'intervention

Nom – Prénom :

Lieu et date de naissance :

Fonction exercée *

Qualification :

Date d'entrée en fonction :

Ancienneté éducative :

Horaire hebdomadaire presté (en h/sem) :

Ordre de délégation de la capacité d'initiative * A détailler selon les postes :

A. Personnel éducateur

B. Personnel psychosocial

C. Personnel administratif

D. Personnel de direction

E. Personnel technique

F. Personnel médical

G. Personnel enseignant

Date

signature

Nom, prénom et qualité

2^e unité d'intervention

Nom – Prénom :

Lieu et date de naissance :

Fonction exercée *

Qualification :

Date d'entrée en fonction :

Ancienneté éducative :

Horaire hebdomadaire presté (en h/sem) :

Ordre de délégation de la capacité d'initiative

Date

signature

Nom, prénom et qualité

3^e unité d'intervention

Nom – Prénom :

Lieu et date de naissance :

Fonction exercée *

Qualification :

Date d'entrée en fonction :

Ancienneté éducative :

Horaire hebdomadaire presté (en h/sem) :

Date *signature*

Nom, prénom et qualité;

Services d'accrochage scolaire composés de plusieurs unités d'intervention

Justification de l'opportunité des différentes implantations :

Locaux

Description des locaux par unité d'intervention et de leur adéquation par rapport au projet pédagogique :

Horaire

Heures normales d'activité en période scolaire :

	Unité	Matin	Après-midi
Lundi	1		
	2		
	3		
Mardi	1		
	2		
	3		
Mercredi	1		
	2		
	3		
Jeudi	1		
	2		
	3		
Vendredi	1		
	2		
	3		

Heures normales d'activité en période extrascolaire

	Unité	Matin	Après-midi
Lundi	1		
	2		
	3		
Mardi	1		
	2		
	3		
Mercredi	1		
	2		
	3		
Jeudi	1		
	2		
	3		
Vendredi	1		
	2		
	3		

Comptabilité

Coordonnées de l'expert comptable ou du réviseur d'entreprises chargés de la vérification des comptes annuels :
 Nom :Prénom :
 Adresse :

Médecine du travail

Coordonnées du Service de Médecine du Travail :

Supervision pédagogique au cours de la 1^{re} année d'année d'activité

Coordonnées de la personne ou de l'organisme extérieur chargé de la supervision pédagogique au cours de la première année d'activité du service

Formations du personnel

Listing des formations prévues en regard des missions d'aide sociale, éducative et pédagogique des services d'accrochage scolaire :

Projet spécifique et modalités d'intervention

Indication pour chaque unité d'intervention des renseignements suivants :

- 1° La procédure d'admission (description, critères d'admission et de refus de prise en charge, chronologie des demandes, durée de la procédure);
 - 2° La procédure de refus de prise en charge ou d'interruption d'une prise en charge (distinguer selon qu'il s'agit d'un refus ou d'une interruption survenu de la part du mineur OU d'un refus ou d'une interruption de prise en charge décidé par le service - art. 34 du décret);
 - 3° La procédure d'élaboration du projet personnel du mineur et la fréquence d'évaluation de ce projet avec le mineur (art.36 du décret);
 - 4° Les choix méthodologiques permettant :
 - d'améliorer les conditions de développement et d'apprentissage des mineurs visés aux articles 31,32 et 33 du décret sectoriel) (aide sociale, éducative et pédagogique : art. 22 du décret intersectoriel);
 - le retour du mineur, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions possibles, vers une structure scolaire ou une structure de formation agréée dans le cadre de l'obligation scolaire (art. 22 du décret intersectoriel);
 - 5° Les principaux outils développés ou à développer pour faire émerger les difficultés spécifiques de chaque mineur et pour les solutionner (article 36 du décret intersectoriel);
 - 6° Les modalités de l'aide et de l'accompagnement en lien avec le milieu familial et de vie du jeune (art. 22 du décret intersectoriel);
 - 7° Les critères d'évaluation déterminant l'acquisition d'attitudes et de comportements permettant au mineur de reprendre sa scolarité (art. 40 du décret intersectoriel);
 - 8° Si le service d'accrochage scolaire organise des activités dans un organisme externe, énumérez les activités ainsi que leurs objectifs et leurs modalités (art. 26, § 3, al. 2, du décret intersectoriel);
 - 9° Les partenariats conclus ou à conclure avec le milieu scolaire (conventions de partenariats, type d'enseignement partenaires, établissements scolaires partenaires : art. 37 du décret intersectoriel);
 - 10° Les modalités selon lesquelles le service assure la supervision pédagogique de son personnel et l'évaluation de son action (art. 24, e) de l'arrêté);
 - 11° Les modalités d'évaluation du projet spécifique (art. 29, 3° du décret intersectoriel);
- Documents à annexer à la demande d'agrément
- 1° Contrats d'assurance couvrant :
 - a) la responsabilité civile du pouvoir organisateur, de son personnel et des personnes qui résident dans le service d'accrochage scolaire;
 - b) les biens du pouvoir organisateur;
 - c) la responsabilité civile des mineurs pris en charge ou aidés;
 - d) le dommage corporel causé aux mineurs pris en charge;
 - 2° joindre la convention de partenariat si le service d'accrochage scolaire consiste en une association d'unités d'intervention dépendant du même pouvoir organisateur ou de pouvoirs organisateurs différents de même statut juridique ou de statuts juridiques différents;
 - 3° l'attestation du service régional d'incendie pour chaque unité d'intervention;
 - 4° l'attestation de salubrité des installations délivrée par le service de la médecine du travail;
 - 5° le règlement d'ordre intérieur applicable aux mineurs et les modalités selon lesquelles il est expliqué et mis à la disposition des mineurs;
 - 6° le code de déontologie de l'Aide à la Jeunesse;

7° le projet spécifique.

Événement grave

Le pouvoir organisateur ou la personne à laquelle la direction du service est confiée, s'engage à porter à la connaissance des administrations tout événement grave, tels que notamment décès, incident disciplinaire sérieux, interruption prolongée des activités du service, faute grave du personnel, dont notamment les faits de mœurs, irrégularité dans la gestion du service, sinistre quelconque.

Fait à le

Nom et prénom du signataire

Fonction :

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 relatif aux services d'accrochage scolaire.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,

Mme M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29716]

15 MEI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van de artikelen 23, 25, 26, 28, 30, 33 en 35 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, inzonderheid op de artikelen 23, 25, 26, 28, 30, 33 en 35;

Gelet op het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;

Gelet op het protocol van de vakbondsonderhandeling van het Onderhandelingscomité van sector IX, van het Comité voor de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs, afgesloten op 17 maart 2014;

Gelet op het overlegprotocol van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering, afgesloten op 17 maart 2014;

Gelet op het advies nr. 142 van de Gemeenschapsraad voor Hulpverlening aan de jeugd, gegeven in maart 2014;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 februari 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 februari 2014;

Gelet op de aanvraag om advies gericht aan de Raad van State op 7 april 2014, ingediend met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan communicatie van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en de Minister van Leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. – Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « intersectoraal decreet » : het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie;

2° « sectoraal decreet » : het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;

3° « bevoegde ministers » : de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Jeugdbescherming en de Minister van Leerplichtonderwijs;

4° « besturen » : de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd en de Algemene Directie Leerplichtonderwijs;

5° « erkenningscommissie » : de erkenningscommissie van de diensten voor schoolherinschakeling bedoeld in artikel 25;

6° « minderjarige » : de minderjarige onderworpen aan de leerplicht bedoeld in de artikelen 31, 32 en 33 van het sectoraal decreet.

Art. 2. Dit besluit voert de artikelen 23, 25, 26, 28, 30, 33 en 35 uit van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie.

TITEL II. – *Erkenning*

HOOFDSTUK I. — *Opvang*

Art. 3. § 1. De dienst voor schoolherinschakeling die uit één interventie-eenheid bestaat, is ertoe gehouden een jaarlijks gemiddelde van twaalf opgevangen minderjarigen per dag te bereiken met een maximum van twintig gelijktijdig opgevangen minderjarigen.

§ 2. Indien de dienst voor schoolherinschakeling uit verschillende interventie-eenheden bestaat, is elke interventie-eenheid ertoe gehouden een jaarlijks gemiddelde van zes opgevangen minderjarigen per dag te bereiken met een maximum van twintig gelijktijdig opgevangen minderjarigen.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsaanvraag*

Art. 4. § 1. Boven de nadere gegevens bedoeld in artikel 29 van het intersectoraal decreet, bevat de erkenningsaanvraag die opgesteld wordt volgens de genormaliseerde rooster bedoeld in bijlage 1 :

1) de identiteit en de aard van de inrichtende macht alsook een exemplaar van de statuten of van het project van statuten van de vereniging zonder winstoogmerk of van elk ander document waarbij bewezen wordt dat de uitsluitende doelstelling is de opdracht bedoeld in artikel 22 van het intersectoraal decreet uit te oefenen;

2) de organisatie van de dienst voor schoolherinschakeling in één of meer interventie-eenheden en, in voorkomend geval, de partnerschapsovereenkomst bedoeld in artikel 24, tweede lid, van het intersectoraal decreet waarin de inrichtende macht opgenomen wordt in de hoedanigheid van de werkgever;

3) de lijst van het personeel alsook van het ambt, het ambtsprofiel en het kwalificatieprofiel van elk personeelslid;

4) de identificatie van de dienst voor arbeidsgeneeskunde;

5) de beschrijving van de lokalen;

6) de opvangcapaciteit door een onderscheiding te maken, in voorkomend geval, in de opvangcapaciteit van elke interventie-eenheid van de dienst;

7) de inhoud en de nadere regels voor de opleiding van het personeel;

8) het specifieke project bedoeld in artikel 25 van het intersectoraal decreet;

9) de normale activiteitenuren tijdens en buiten de schoolperiode;

10) in voorkomend geval, het type van activiteiten georganiseerd in een externe instelling, de doelstellingen en de nadere regels van deze activiteiten;

11) voor de inrichtende macht die uit een vereniging zonder winstoogmerk bestaat, de identificatie van de accountant of van de bedrijfsrevisor belast met het nakijken van de jaarrekeningen;

12) een document met de verbintenissen van de dienst voor schoolherinschakeling, de jongere en het gezin in verband met de nadere regels voor de opvang. Dit document zal ter beschikking gesteld worden van de jongeren en de gezinnen en zal onder andere bepalen hoe de regels aan de minderjarigen uitgelegd zullen worden;

13) het gunstig verslag van de gewestelijke branddienst en dat van de dienst voor arbeidsgeneeskunde;

14) de verzekeringsovereenkomsten die :

a) de burgerlijke aansprakelijkheid van de inrichtende macht, van zijn personeel en van de personen die in de dienst verblijven;

b) de goederen van de inrichtende macht;

c) de burgerlijke aansprakelijkheid van de minderjarigen die opgevangen of geholpen worden;

d) de lichamelijke schade berokkend aan de minderjarigen die opgevangen worden, dekken.

15) de verbintenis van de inrichtende macht of van de persoon aan wie de leiding van de dienst voor schoolherinschakeling toevertrouwd wordt, om elke ernstige gebeurtenis aan de besturen mee te delen, volgens de nadere regels bepaald door hen, zoals het overlijden, het ernstige tuchtincident, de verlengde onderbreking van de activiteiten van de dienst voor schoolherinschakeling, ernstige fout van het personeel waarvan onder andere de zedenfeiten, onregelmatigheid in het beheer van de dienst, willekeurige schade;

16) wanneer de dienst voor schoolherinschakeling uit verschillende interventie-eenheden bestaat, de verantwoording van de opportuniteit van deze verschillende vestigingen, alsook de aard van de pedagogische begeleiding voor elke eenheid.

§ 2. Onder voorbehoud van toepassing van artikel 30, eerste lid, van het decreet, beschikken de besturen over een termijn van twee maanden om hun advies uit te brengen aan het Voorzitterschap van de Erkenningscommissie.

Art. 5. De inrichtende macht en de dienst delen, ieder wat hem betreft, elke wijziging van gegevens mee aan de besturen die geleverd worden bij het onderzoek van de erkenningsaanvraag en beantwoorden aan alle aanvragen om informatie uitgaande van de besturen. Bij een significante wijziging van het specifieke project of nadere regels bedoeld in artikel 29 van het intersectoraal decreet zijn de promotoren van het project ertoe gehouden de erkenningscommissie te verwittigen.

HOOFDSTUK III. – *Nadere regels voor de intrekking van de erkenning*

Art. 6. § 1. Een ingebrekestelling wordt door de bevoegde ministers aan de betrokken inrichtende macht en de dienst meegedeeld wanneer ze vaststellen :

1° dat het pedagogische project van een dienst niet meer aan de behoeften beantwoordt gezien onder andere de moeilijkheden ondervonden door de minderjarigen en hun gezinnen en aan de toelatingsvoorwaarden of de opname bepaald in het pedagogische project van de dienst;

2° dat een dienst niet meer aan de voorwaarden bepaald in dit besluit beantwoordt;

3° dat een dienst de reglementaire wettelijke bepalingen niet meer naleeft van de boekhoudkundige en financiële controle die op hem zijn van toepassing;

4° op basis van een informatie van de erkenningscommissie dat de dienst het pedagogische project niet uitvoert waarvoor een erkenning wordt toegekend;

5° dat een boekhoudkundige analyse bewijst dat de dienst zijn verplichtingen tegenover derden niet meer kan aanvaarden.

De dienst voor schoolherinschakeling beschikt over een termijn van drie maanden om zich aan de ingebrekestelling te passen.

§ 2. Wanneer de dienst niet aan deze ingebrekestelling voldaan heeft of indien de dienst voor schoolherinschakeling al een ingebrekestelling ontvangen heeft tijdens de vorige vierentwintig dagen, wordt de erkenningscommissie met een dossier aanhangig gemaakt die een advies moet uitbrengen aan de bevoegde ministers binnen de twee maanden volgend op deze aanhangigmaking.

§ 3. Na het advies van de commissie te hebben aangevraagd, kunnen de bevoegde ministers, binnen een termijn die ze bepalen, de erkenning intrekken. Ze lichten de besturen hierover in. De beslissing wordt door de secretaris van de Erkenningscommissie per aangetekende brief aan de dienst en aan de inrichtende macht meegedeeld die de datum bepaalt volgens dewelke de intrekking van de erkenning effectief is. Na deze termijn loopt de subsidiering ten einde onder de voorwaarden en termijnen bepaald door de bevoegde ministers, onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 20, § 2, 4°, van dit besluit.

De beslissing wordt ter informatie aan de voorzitter van de erkenningscommissie bezorgd.

HOOFDSTUK IV. — Erkenningscommissie

Art. 7. De Erkenningscommissie vergadert om de beurt in de lokalen van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs en in deze van de Algemene Directie Hulpverlening aan de jeugd.

Art. 8. Elk lid van de Erkenningscommissie kan vervangen worden door een plaatsvervanger die aangesteld wordt volgens dezelfde nadere regels als deze van de titularis. Deze zetelt slechts in afwezigheid van een werkend lid.

Bij ontslagneming of overlijden van een lid wordt voor zijn vervanging gezorgd.

Een lid wordt geacht van ambtswege ontslagnemed te zijn als het de hoedanigheid verliest waarvoor het aangesteld werd.

Telkens als zij het nodig acht, doet de Erkenningscommissie een beroep op het advies van deskundigen die raadgevende stem hebben.

Art. 9. § 1. Het secretariaat van de Erkenningscommissie wordt waargenomen door een ambtenaar van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs.

De Secretaris stelt de notulen van elke vergadering op, die het volgende vermelden :

1° de aanwezige, afwezige en verontschuldigde leden;

2° de goedkeuring of de opmerkingen van de leden over de notulen van de vorige vergadering;

3° de inhoud van de genomen beslissingen of van de gegeven adviezen met vermelding, in voorkomend geval, van de uitgedrukte meerderheid en indien nodig de argumentatie waarop ze gebaseerd zijn;

4° elke nominatieve tussenkomst wanneer het betrokken lid erom expliciet erom verzoekt.

De Secretaris bezorgt de notulen aan elk lid van de Erkenningscommissie binnen de week volgend op de vergadering.

Elke Secretaris zorgt voor de bewaring van alle archieven van de Erkenningscommissie.

§ 2. Elke briefwisseling moet aan het Voorzitterschap van de Erkenningscommissie van de diensten voor schoolherinschakeling gericht worden.

§ 3. Zodra de notulen goedgekeurd worden, bezorgt de secretaris een gemotiveerde beslissing aan de betrokken dienst voor schoolherinschakeling.

Art. 10. De oproepingsbrieven voor de vergaderingen worden per post of langs elektronische weg door de Secretaris aan de leden gericht en dit, ten minste tien werkdagen vóór de datum van de vergadering.

De oproepingsbrief vermeldt de dag, het uur en de plaats van de vergadering, alsook de agenda. De stukken die betrekking hebben op de punten vermeld op de agenda, worden gevoegd bij de oproepingsbrief.

De agenda wordt gezamenlijk opgesteld door de Voorzitter en de Vice-Voorzitter. De agenda kan aangevuld worden met de aanvragen geformuleerd door de leden ten minste 8 dagen vóór de datum van de vergadering. De leden van de Erkenningscommissie zorgen, in voorkomend geval, ervoor dat de documenten betreffende het (de) voorgestelde punt(en) gevoegd worden.

Art. 11. Het geheel van de punten vermeld op de agenda moet behandeld worden. De Erkenningscommissie kan beslissen een punt naar een latere vergadering te verwijzen

Art. 12. De Erkenningscommissie beraadslaagt en beslist geldig indien de volgende leden aanwezig zijn : de Voorzitter, de Vice-Voorzitter, drie vertegenwoordigers bedoeld in artikel 28, § 1, 3°, van het intersectoraal decreet en drie vertegenwoordigers bedoeld in artikel 28, § 1, 4°, van het intersectoraal decreet.

Bij gebrek aan een vergadering met deze leden, beraadslaagt en beslist de Erkenningscommissie geldig, ongeacht de aanwezige leden, na een nieuwe bijeenroeping over hetzelfde voorwerp.

De Erkenningscommissie neemt haar beslissingen bij tweederde meerderheid van de aanwezige leden. De stemming is geheim.

TITEL III. – Subsidie**HOOFDSTUK I. – Algemene bepaling**

Art. 13. De vaste driejaarlijkse subsidie, zoals bedoeld in artikel 23 van het intersectoraal decreet, die op jaarbasis wordt uitbetaald, wordt toegekend aan de dienst naar rata van een twaalfde per maand, na vervallen termijn.

HOOFDSTUK II. – Nadere regels voor de uitbetaling en de aanwending van de subsidie

Art. 14. § 1. Elke uitgevoerde uitgave moet verantwoord worden; de betalingswijzen worden ter beschikking van het bestuur gesteld. Enkel de effectieve lasten bedoeld op basis van dit besluit bepalen de uitslag resultaat vastgesteld door de besturen.

§ 2. In geval van onenigheid over het bedrag van een provisionele of definitieve subsidie bepaald door de besturen, beschikt de dienst voor schoolherinschakeling over een termijn van twee maanden vanaf de datum van verzending van de mededeling van de besturen, de datum van de post geldt als bewijs, waarbij de subsidie wordt vastgelegd om schriftelijk een met redenen omklede aanvraag om herziening in te dienen. Desgevallend, kan door de dienst voor schoolherinschakeling een bijkomende termijn van één maand aangevraagd worden om de gevraagde argumentatie in te vullen. Bij niet-naleving van deze termijnen zal de aanvankelijke beslissing een definitieve aard hebben behoudens als vaststaat dat een vergissing aan de besturen toegewezen kan worden.

§ 3. Wanneer de besturen beslist hebben het geheel of een deel van de voorgeschoten subsidie terug te vorderen, kan de dienst voor schoolherinschakeling, binnen de drie maanden na de mededeling van de beslissing, schriftelijk zijn argumenten laten gelden over de nadere regels van de terugvordering. Deze termijn eenmaal voorbij, en na onderzoek van de middelen voorgedragen door de dienst, geven de besturen kennis van hun beslissing en gaan ze, desnoods, over tot de onmiddellijke terugvordering. Indien bijzondere omstandigheden het verantwoorden, kunnen de besturen bijzondere termijnen toekennen.

De voorgeschoten subsidies die door de besturen teruggevorderd moeten worden, kunnen afgetrokken worden van de toegekende subsidies.

§ 4. De werkgever brengt de wettelijke overleginstanties op de hoogte van de kennisgeving van de besturen, binnen de maand van de ontvangst ervan.

§ 5. De subsidies mogen niet geïnvesteerd worden in financiële risicobeleggingen. Ethisch beleggen krijgt de voorrang.

§ 6. De eigen middelen bestaan uitsluitend uit het aanvankelijk kapitaal van de dienst voor schoolherinschakeling, de schenkingen en legaten die de dienst ontvangt en de opbrengsten van winstgevendende activiteiten die hij organiseert. Zijn eveneens eigen middelen, de bankintresten voortvloeiend uit de belegging van de voormelde eigen middelen, alsook, het overgebrachte resultaat van de vorige boekjaren, in geval van de publiekrechtelijke rechtspersonen, het overheidsgeld waarover deze beschikken.

In geen geval mag het niet verantwoorde of niet opgebruikte gedeelte van de diverse categorieën van toegekende subsidies, met inbegrip van de bankintresten voortvloeiend uit de belegging van deze subsidies, in de eigen middelen van de dienst opgenomen worden.

§ 7. De toegekende subsidies worden verminderd naar rata van de subsidies gestort door andere publiekrechtelijke rechtspersonen. Nochtans wordt slechts rekening gehouden met deze voor zover ze gestort werden om de uitgaven te dekken die al in aanmerking werden genomen voor de bepaling van het gedeelte van de subsidie voor personeelskosten. Nochtans worden de subsidies van de Nationale Loterij, in alle gevallen, niet teruggevorderd.

Art. 15. – De dienst voor schoolherinschakeling informeert de besturen over elke subsidie of elke terugbetaling van de kosten, verkregen op een andere basis dan het besluit. De uitgaven die gedekt worden door deze subsidies of terugbetalingen van kosten moeten volledig en afzonderlijk opgenomen worden in het rekeningenstelsel bedoeld in artikel 16, § 1.

Art. 16. § 1. De diensten voor schoolherinschakeling moeten een boekhouding voeren met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 2001 tot vaststelling van de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel dat kan worden toegepast door de diensten erkend in het kader van het decreet van 4 maart 1991 inzake Hulpverlening aan de Jeugd

Wanneer verschillende erkende diensten voor schoolherinschakeling tot eenzelfde inrichtende macht behoren, wordt een analytische boekhouding per dienst gevoerd.

Het eerste en tweede lid zijn niet van toepassing wanneer de inrichtende macht een overheid is en op grond waarvan haar een ander rekeningenstelsel opgelegd wordt. In dit geval wordt de boekhouding gevoerd op een specifieke begrotingsfunctie en bevat zij een resultatenrekening voor elke dienst. De mogelijke winsten die gecumuleerd worden op de subsidies, moeten in de rekeningen van de dienst voor schoolherinschakeling behouden blijven.

§ 2. Behalve wanneer de inrichtende macht een overheid is, moeten de jaarrekeningen nagekeken worden door een accountant of, indien de wet het oplegt, voor echt verklaard worden door een bedrijfsrevisor. Hun controleverslagen vermelden hun registratienummer bij het Instituut van de accountants of bij het Instituut van Bedrijfsrevisoren, en hebben prioritair betrekking op :

- a) de toepassing van het rekeningenstelsel waarvan sprake is in § 1;
- b) de financiële activiteit van de dienst;
- c) de verschillende rubrieken van de balans en hun gegrondheid;
- d) de uitgaven voor personeelskosten en hun overeenstemming met de staten, opgemaakt inzake de sociale zekerheid en de bedrijfsvoorheffing;
- e) het resultaat van het nagekeken boekjaar.

§ 3. Vóór het einde van de maand september bezorgen de diensten voor schoolherinschakeling de besturen, volgens de nadere regels bepaald door de bevoegde Ministers, een exemplaar van de jaarrekeningen van het afgelopen boekjaar en van de begroting van het lopende boekjaar. In voorkomend geval worden de verslagen van de accountant of van de bedrijfsrevisor gevoegd bij de jaarrekeningen, alsook een afschrift van de beraadslaging van de algemene vergadering.

§ 4. Wanneer, op het einde van een boekjaar, het verlies vijf percent overschrijdt van het geheel van de opbrengsten van het jaar, of indien het gecumuleerde tekort van het jaar tien percent overschrijdt van de opbrengsten van het jaar, informeert de dienst voor schoolherinschakeling de besturen over de middelen die hij van plan is aan te wenden om het financieel evenwicht te herstellen.

§ 5. Een exemplaar van de jaarrekeningen en van het activiteitenverslag wordt ter beschikking gesteld van de personeelsleden van de dienst voor schoolherinschakeling die op eenvoudig verzoek die bescheiden kunnen inzien. De dienst informeert hen over de mogelijkheid om deze documenten te raadplegen.

§ 6. De personeelsleden worden verzocht om deel te nemen aan een jaarlijkse informatievergadering over de jaarrekeningen en het gebruik van de subsidies, onverminderd de andere reglementaire bepalingen.

§ 7. De diensten voor schoolherinschakeling bewaren de boekhoudkundige bewijsstukken tijdens 7 jaar.

HOOFDSTUK III. — *Werkingskosten*

Art. 17. § 1. De jaarlijkse provisionele subsidie voor werkingskosten wordt op 67.300 EUR vastgesteld, indexeerbaar per dienst voor schoolherinschakeling.

§ 2. Worden in aanmerking genomen voor de verantwoording van de werkingskosten, de volgende uitgaven :

1° de kosten voor het betrekken van de gebouwen, inzonderheid de huurkosten, de huurlasten en de verhuiskosten, de bewakingskosten, de onroerende voorheffing, de belasting op residentieële gebouwen;

2° wanneer de dienst voor schoolherinschakeling eigenaar is van de door hem bezette gebouwen, de dotatie voor de jaarlijkse afschrijving op de vaste activa die betrekking heeft op de voormelde gebouwen. Het afschrijvingscijfer wordt vastgesteld op 3,333 %. Een afschrijvingscijfer van 10 of 6,666 % kan in aanmerking genomen worden voor de verbouwing of voor grote onderhoudswerken aan de gebouwen;

3° de kosten voor onderhoudsproducten;

4° de onderhoudskosten voor de lokalen en voor hun inhoud;

5° de kosten voor watervoorziening, energie en brandstoffen;

6° de bestuurskosten;

7° de verzekeringskosten die geen betrekking hebben op het personeel, dit wil zeggen de verzekeringen tegen brand, diefstal, verplichte burgerlijke aansprakelijkheid van de dienst voor schoolherinschakeling, voertuigen, bureaubenodigheden en informatica;

8° de rechtskosten, de honoraria van de advocaten en deskundigen in het kader van de verdediging van de personeelsleden en de inrichtende macht t.o.v. de begunstigen van de door de dienst verleende hulp, met uitsluiting van alle andere kosten van de advocaten, deskundigen en gedingkosten.

9° de honoraria van de supervisors en de opleiders, op basis van behoorlijk opgemaakte facturen en ten belopen van een maximaal jaarlijks indexeerbaar bedrag, vastgesteld op 3.111,39 EUR per dienst, te vermeerderen met de btw;

10° de honoraria voor verificatie of echtverklaring van de jaarrekeningen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 16, § 3. Deze kosten worden in aanmerking genomen op basis van behoorlijk opgemaakte facturen, ten belope van een maximaal jaarlijks indexeerbaar bedrag van 933,39 EUR per dienst voor schoolherinschakeling, te vermeerderen met de btw;

11° de honoraria voortvloeiend uit administratieve en rekenplichtige opdrachten die nodig zijn voor de goede werking van de dienst voor schoolherinschakeling of voor de naleving van de voorwaarden voor de erkenning. Deze kosten komen in aanmerking op basis van behoorlijk opgemaakte facturen en binnen de perken van een maximaal jaarlijks indexeerbaar bedrag van 4.065,45 EUR per dienst;

12° de aan de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen betaalde bedragen voor punctuele opdrachten die niet behoren tot de gewone opdrachten van het personeel van de dienst voor schoolherinschakeling;

13° de kosten voor sociaal secretariaat, dit wil zeggen de berekening van de lonen, de formaliteiten in verband met de betaling van de lonen en die moeten vervuld worden in het kader van de sociale en fiscale wetgeving, de logistieke en gerechtelijke steun; op basis van facturen die behoorlijk zijn opgemaakt, worden deze kosten gedekt door de subsidie ten belope van 188,77 EUR, indexeerbaar, te vermeerderen met de btw, per werknemer en per jaar;

14° de bijdragen betaald aan de representatieve organisaties van de diensten voor schoolherinschakeling, ten belope van een maximaal bedrag van 53,94 EUR, indexeerbaar per jaar en per voltijdse betrekking die in aanmerking komt voor de berekening van de subsidie van de dienst voor schoolherinschakeling;

15° de kosten voor de voortgezette vorming van het personeel in België; de subsidiëring voor vormingskosten in het buitenland hangt af van de toestemming van de besturen. Dit bestuur kan, zonder terugwerkende kracht, het maximaal bedrag van de vormingskosten in het buitenland bepalen dat gesubsidieerd kan worden. Deze beslissing moet gemotiveerd worden.

Het gedeelte van de subsidie bestemd voor de vorming mag niet hoger zijn dan een bedrag dat overeenstemt met 20 % van de jaarlijkse subsidie voor werkingskosten. De vormingskosten waardoor de subsidie verantwoording krijgt, stemmen overeen ofwel met een specialisatievorming die verband houdt met de betrokken functie en haar niveau, met uitsluiting van de algemene studies, ofwel met deelnemingen aan colloquia, conferenties, congressen, seminaries en studiedagen;

16° de reiskosten van het personeel in dienstverband en voor opdrachten, in België, op basis van het tarief per kilometer van toepassing op het bestuurspersoneel. De subsidiëring van de reiskosten naar het buitenland hangt af van de toestemming van de besturen. Deze toestemming kan gelden voor een jaar, kan principieel zijn en een geheel van uitgaven betreffen. De besturen kunnen, zonder terugwerkende kracht, het maximaal bedrag van de vormingskosten in het buitenland bepalen dat gesubsidieerd kan worden. Deze beslissing moet gemotiveerd worden.

17° de kosten voor aankondigingen, reclame, documentatie, opvang van de minderjarigen en hun bloedverwanten;

18° indien er sprake is van beroepshalve gebruik, de kosten in verband met het gebruik van voertuigen, met inbegrip van de omnium-verzekering voor opdrachten en, zo nodig, de bijkosten voortvloeiend uit de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid voor de voertuigen;

19° de kosten voor ontruiming van de afval;

20° de kosten voor didactisch materieel;

21° de bankkosten en de leningslasten die nodig zijn voor de goede werking van de dienst, in het kader van de toepassing van het besluit;

22° de buitengewone kosten, in het kader van de opdrachten bedoeld in de punten 10°, 11° en 13° voor zover de besturen hun toestemming hebben gegeven;

23° de dotatie voor de jaarlijkse afschrijvingen op de vaste activa voor het meubilair, het materieel en andere uitrustingen. Het afschrijvingscijfer is vastgesteld op 20 % voor het vaste en rollend materieel, alsook voor het meubilair en bureaubenodigheden. Het is vastgesteld op 33,33 % voor informatica-materiaal en software;

24° de taksen en directe en indirecte belastingen in verband met de erkende activiteit van de dienst;

25° de interne factureringen in verband met de punten 11° en 13° voor het geheel van de diensten voor schoolherinschakeling georganiseerd door een inrichtende macht, alsook de factureringen in verband met punt 6°, alleen wanneer de inrichtende macht een overheid is, worden aanvaard met inachtneming van de hierna vermelde nadere regels :

a) voor de honoraria in verband met de administratieve en rekenplichtige opdrachten bedoeld in 11°, ten belope van ten hoogste een jaarlijks indexeerbaar bedrag van 4.065,45 EUR per dienst voor schoolherinschakeling, te vermeerderen met de btw;

b) voor de opdrachten bedoeld in voormeld 13° : de in hetzelfde punt 13° bedoelde bepalingen zijn van toepassing zonder rekening te houden met de verhoging voor btw;

c) voor de administratieve kosten bedoeld in 6°, alleen voor de diensten waarvan de inrichtende macht een overheid is, ten belope van maximum 26.956,24 EUR, indexeerbaar per jaar.

26° de kosten gebonden aan de uitvoering van de opvoedende en/of pedagogische activiteiten die georganiseerd worden voor de minderjarigen.

27° de vertegenwoordigingskosten beperkt tot 350 EU, indexeerbaar per dienst voor schoolherinschakeling en per jaar.

Art. 18. Worden ook in aanmerking genomen voor de verantwoording van de werkingskosten bedoeld in artikel 17 :

a) de onderzoeks-, expertise- en ontwikkelingskosten met het oog op de verbetering van de praktijken ontwikkeld door de diensten voor schoolherinschakeling en die tot de toepassing van het decreet bijdragen. Deze kosten zullen slechts gemaakt worden na de toestemming van de betrokken Ministers;

b) de personeelskosten bedoeld in artikel 20, afgetrokken van de subsidies gestort door andere publiekrechtelijke rechtspersonen overeenkomstig artikel 20.

Art. 19. De indexeerbare bedragen bedoeld in artikel 16 worden elk jaar geïndexeerd overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, zoals gewijzigd. Deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 138,01. De indexeringscoëfficiënt 1,0000 stemt overeen met de geïndexeerde bedragen op 1 januari 1990.

HOOFDSTUK IV. — *Personeelskosten*

Afdeling 1. — Provisionele subsidie voor personeelskosten

Art. 20. § 1. Een vaste provisionele subsidie wordt toegekend aan de dienst voor schoolherinschakeling voor de periode tussen 1 januari 2015 en het einde van de twee volgende kalenderjaren; ze wordt daarna onderzocht om de drie jaar en wordt aangepast op basis van de volgende elementen :

1° de subsidie wordt berekend op basis van vijf voltijdse equivalenten opvoeders klasse 1 na aftrek van de overheidssteun voor werkgelegenheid. Nochtans wordt slechts rekening gehouden met de overheidssteun voor werkgelegenheid voor zover hij gestort werd om de uitgaven te dekken die al in aanmerking werden genomen voor de bepaling van het gedeelte van de subsidie voor personeelskosten;

2° de provisionele subsidie voor personeelskosten is gelijk aan : Bruto jaarlijkse indexeerbare wedde opvoeder klasse 1 (op basis van de weddeschalen bepaald in de collectieve overeenkomsten van de paritaire commissie 319.02 van toepassing op de inrichtingen en diensten voor Hulpverlening aan de jeugd) met een forfaitaire anciënniteit van 6 jaar X indexeringscoëfficiënt op 1 januari van de driejaarlijkse periode X vermeerderingscoëfficiënt voor de lasten X aantal van voltijdse equivalenten (5) = jaarlijkse forfaitaire provisionele subsidie, geïndexeerd op 1 januari van de driejaarlijkse periode/12 maanden = jaarlijkse provisionele subsidie, geïndexeerd op 1 januari van de driejaarlijkse periode.

De vermeerderingscoëfficiënt wordt op 1,54 vastgesteld voor de betrekkingen die integraal door de Franse Gemeenschap worden gefinancierd en op 1,22 voor de betrekkingen die in aanmerking komen voor een vermindering van de werkgeverslasten. Voor de betrekkingen die in aanmerking komen voor overheidssteun voor werkgelegenheid of medefinancieringen worden de bedragen betreffende de interventies in vermindering gebracht van de geïndexeerde jaarlijkse provisionele subsidie;

3° bij een herwaardering van barema's op basis van de non-profit overeenkomsten wordt de provisionele subsidie aangepast vanaf de ingangsdatum van de voorzienen herwaardering van de weddeschaal opvoeder klasse 1.

De dienst voor schoolherinschakeling is ertoe gehouden de steungelden voor werkgelegenheid te gebruiken die het Gewest hem toekent.

§ 2. Voor de diensten voor schoolherinschakeling die, op 31 december 2009, de opdrachten bedoeld in artikel 22 van het intersectoraal decreet uitoefenden als proefproject en die op deze wijze zes betrekkingen werden toegekend in het kader van de « overeenkomst afgesloten op 20 juli 2006 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap inzake werkgelegenheid, alsook preventie en strijd tegen geweld in de sectoren van hulpverlening aan de jeugd en onderwijs », in het kader van de « overeenkomst afgesloten op 20 april 2007 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse Gemeenschap inzake werkgelegenheid in het kader van de uitvoering van het gemeenschapsactieplan voor hulpverlening aan de jeugd « Vroegtijdigheid, adequate en coherentie : Hulpverlening aan de jeugd van morgen » of door de Franse Gemeenschap ten laste van de begroting van het onderwijs, wordt de provisionele subsidie voor personeelskosten berekend op basis van zes voltijdse equivalenten na aftrek van de overheidssteun voor werkgelegenheid toegekend in het kader van de bovenvermelde overeenkomsten.

Afdeling 2. — Definitieve subsidie voor personeelskosten

Art. 21. § 1. Na het einde van elk kalenderjaar licht de dienst voor schoolherinschakeling de besturen in over het bedrag van de werkelijke uitgaven, met uitsluiting van de provisies voor vakantiegeld, van het bovenvermelde jaar. Voor elk jaarlijks boekjaar worden de in aanmerking komende uitgaven bepaald op basis van de stukken vereist door de besturen.

De besturen vorderen, na het einde van de periode bedoeld in artikel 20, § 1, het mogelijke te veel ontvangen bedrag van de provisionele subsidie terug dat toegekend wordt tijdens de kalenderjaren van de bovenvermelde periode, met inbegrip van, in voorkomend geval, de interventie bedoeld in § 3 van dit artikel, waarvan het gebruik niet verantwoord is. Bij stopzetting van de activiteiten van de dienst voor schoolherinschakeling wordt het te veel ontvangen bedrag teruggevorderd vóór het einde van de periode bedoeld in artikel 20, § 1.

§ 2. Worden in aanmerking genomen voor de verantwoording van de personeelskosten, de volgende uitgaven :

1° de uitbetaling van de wedden berekend volgens de weddeschalen van de collectieve overeenkomst van de paritaire commissie bedoeld in artikel 20;

2° voor het personeel gedetacheerd door de publiek- en privérechtelijke rechtspersonen, de uitbetaling van de wedden berekend volgens de normen die van toepassing zijn voor deze publiek- en privérechtelijke rechtspersonen;

3° de uitbetaling van de wettelijke werkgeverslasten betreffende de wedden, alsook de uitbetaling van de wetsverzekering.

Bij wijze van overgangsmaatregel, met het oog op de regularisatie, kunnen de premies betreffende de wetsverzekering van het voorgaande jaar in aanmerking worden genomen en verdeeld worden over de laatste drie jaren van de lopende drijjarenperiode;

4° de toekenning van bijkomende voordelen, waaronder sommige toegekend inzonderheid krachtens de collectieve arbeidsovereenkomsten van de Subparitaire Commissie van de inrichtingen en diensten voor opvoeding en huisvesting van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap :

a) een eindejaarstoelage berekend op basis van de bepalingen die een dergelijke toelage toekennen aan de ambtenaren van de overheidsdienst van de Regering van de Franse Gemeenschap;

b) een jaarlijkse bijzondere indexeerbare toelage van 495,79 EUR per jaar, toegekend evenredig aan de wekelijks gepresteerde uurrooster en maandelijks in twaalfden uitbetaald; er wordt geen rekening gehouden met deze toelage voor de berekening van de eindejaarstoelage waarvan sprake in punt a);

c) de dagelijkse uitgaven gedaan door de personeelsleden ten belope van een vergoedingsbedrag bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomsten van de Subparitaire commissie voor de inrichtingen en diensten voor opvoeding en huisvesting van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, en ten belope van maximaal 30 dagen per jaar per personeelslid wanneer zij de jongeren vergezellen tijdens vakanties georganiseerd door de dienst voor schoolherinschakeling.

De dagelijkse uitgave wordt gesubsidieerd voor zover het personeelslid 24 uren per dag aanwezig is op de plaats van het verlof; de eerste en de laatste verlofdag tellen elk voor een volledige dag;

d) een verlofdag op 27 september van elk jaar voor het feest van de Franse Gemeenschap. Een supplement van 4 verlofdagen voor de personeelsleden die 6 maanden anciënniteit in de dienst tellen; deze tweede maatregel is evenredig van toepassing op de werknemers met deeltijdse arbeid;

e) de terugbetaling van de reiskosten van het woon- en werkverkeer, volgens de nadere regels bepaald in de daarbij behorende collectieve overeenkomsten;

5° de betaling van de lasten voor vooropzeg, al dan niet gepresteerd, ten belope van de minimale duur van vooropzeg voorzien bij de sociale wetgeving.

a) wanneer de duur van de vooropzeg door de bevoegde rechtsmacht verlengd wordt, ten gevolge van een beroepsinstelling door het personeelslid, beslissen de Ministers of het geheel of een deel van de bijkomende kosten beslist door de voornoemde rechtsmacht in aanmerking komt om de provisionele subsidie te verantwoorden. Wanneer de vooropzeg betekend wordt omwille van definitieve stopzetting van de activiteiten van de dienst voor schoolherinschakeling, moet hij gepresteerd worden tot het einde van de activiteiten van de dienst voor schoolherinschakeling.

b) ingeval de erkenning wordt ingetrokken, wordt de definitieve subsidie aangepast om de betaling te dekken van het gedeelte van de wettelijke vooropzeggingen die door de dienst worden gedragen op het einde van de erkenning, op voorwaarde dat het gebruik conform de definitieve subsidie wordt gewaarborgd en desgevallend na aftrek van de te veel ontvangen bedragen voor subsidies. Ingeval er wordt vastgesteld dat de subsidie niet conform wordt aangewend, wordt zij in vermindering gebracht van de eigen middelen waarover de inrichtende macht beschikt;

6° desgevallend de betaling van de administratieve en boekhoudkundige prestaties bedoeld in 10°, 11°, 12° en 13° van artikel 17 van dit besluit, binnen de perken bepaald bij ditzelfde artikel;

7° de betaling van de vergoeding wegens vervroegd pensioen, voor zover de wettelijke bepalingen inzake vervroegd pensioen nageleefd worden;

8° de betaling van de effectieve lasten bedoeld in 2°, de verlofvergoedingen voor het werkliedenpersoneel, het enkel en dubbel vakantiegeld van de bedienden voor het jaar dat het jaar voorafgaat waarin de definitieve subsidie werd vastgesteld; in het geval dat de dienst voor schoolherinschakeling zijn activiteiten stopzet, zijn de voormelde uitgaven de sluitingslasten die in acht genomen worden om te worden gesubsidieerd boven de definitieve subsidie van het sluitingsjaar. Voor de berekening van de definitieve subsidie van het sluitingsjaar worden de voormelde uitgaven in verband met het sluitingsjaar in aanmerking genomen;

9° zo nodig, de inaanmerkingneming van het aandeel of van het gedeelte van de bezoldigingen en lasten die niet door andere publiekrechtelijke rechtspersonen of sectorgebonden sociale fondsen worden gefinancierd;

§ 3. De tegemoetkoming door de federale overheidsdienst voor Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal Overleg aan de dienst voor schoolherinschakeling gestort om de afwezigheid van een werknemer met opvoedingsverlof te compenseren is in de provisionele subsidie opgenomen. Deze boeking wordt verdeeld over één of meer kalenderjaren, het eerste is het jaar waarin de werknemer begonnen is aan zijn opvoedingsverlof, het laatste is het jaar dat volgt op het jaar waarin de tegemoetkoming van de Federale overheidsdienst Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal overleg wordt uitbetaald.

Binnen de maand die volgt op de effectieve uitbetaling van de tegemoetkoming adviseert de dienst voor schoolherinschakeling via de post of langs elektronische weg de besturen over zijn keuze wat de aanwending betreft van het bedrag van de tegemoetkoming gespreid over één of meer jaren die in aanmerking komen .

Art. 22. Voor de bedragen die de wedden of gelijkgestelde kosten betreffen, wordt de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij de daaropvolgende besluiten, van toepassing. Deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 138,01. De indexeringscoëfficiënt 1,0000 stemt overeen met de geïndexeerde bedragen op 1 januari 1990.

TITEL IV. – *Bepalingen betreffende de boekhoudkundige inspectie en de pedagogische inspectie*

HOOFDSTUK I. – *Boekhoudkundige inspectie*

Art. 23. Elk jaar voeren een controleur van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs en een boekhoudkundige inspecteur van de Algemene Directie voor Hulpverlening aan de Jeugd, gezamenlijk, de controle van de boekhoudkundige bewijsstukken binnen de dienst voor schoolherinschakeling. Ze controleren onder andere dat :

a) de personeelsleden van de dienst voor schoolherinschakeling onderworpen zijn aan de arbeidsregeling bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomsten van de Paritaire Commissie 319.02 bedoeld in artikel 20;

b) de persoon aan wie de leiding van de dienst voor schoolherinschakeling toevertrouwd werd en die van de inrichtende macht de informatie krijgt waarbij ze deze opdracht kan uitoefenen, wordt belast, onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht, met de boekhouding.

Het inspectieverslag dat gezamenlijk opgesteld wordt door de controleur van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs en door de boekhoudkundige inspecteur van de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd, wordt binnen de twee maanden door de inspectie aan de besturen gestuurd. Een afschrift van dit verslag wordt gericht aan de bevoegde Ministers en aan de betrokken dienst.

Wanneer het verslag bedoeld in het tweede lid vermeldt dat de jaarlijkse vaste subsidies aangewend werden voor doeleinden die niets te maken hebben met de reden waarvoor ze toegekend werden en/of dat er gebreken of onregelmatigheden bestaan in het voeren van de boekhouding, bezorgt de Regering dit verslag binnen de maand na de ontvangst ervan aan de Erkenningscommissie.

HOOFDSTUK II. – *Pedagogische inspectie*

Art. 24. Het inspectieverslag bedoeld in artikel 32 van het intersectoraal decreet wordt binnen de twee maanden aan de dienst voor schoolherinschakeling bezorgd.

Art. 25. De Inspectiediensten bedoeld in artikel 32 van het intersectoraal decreet controleren inzonderheid :

a) dat de persoon aan wie de leiding van de dienst voor schoolherinschakeling werd toevertrouwd en die de informatie krijgt van de inrichtende macht waarbij hij deze opdracht kan voeren, wordt belast, onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht, met het dagelijkse beheer, met de inachtneming van de geldende regelgevingen en met de uitvoering van het specifieke project;

b) dat de diensten voor schoolherinschakeling een dossier openen op naam van elke minderjarige ten laatste de eerste dag van de werkelijke opvang. Dit dossier bevat inzonderheid het eigen project bedoeld in artikel 36 van het intersectoraal decreet, de balansen bedoeld in artikel 38 van het betrokken decreet en de erkenning van de schooljaren bedoeld in artikel 35, tweede lid van het betrokken decreet. Het individuele dossier van de minderjarige bedoeld in § 1, kan vernietigd worden ten vroegste 5 jaar na het bereiken van de minderjarige van de meerderjarigheid;

c) dat de dienst voor schoolherinschakeling hulpmiddelen ontwikkeld heeft om de specifieke moeilijkheden van elke minderjarige op te lossen met toepassing van artikel 36, tweede lid, van het intersectoraal decreet;

d) het werk gevoerd tijdens de schoolvakantie;

e) de nadere regels volgens dewelke de dienst voor schoolherinschakeling voor de pedagogische supervisie zorgt van zijn personeel en de evaluatie van zijn actie;

f) dat tijdens het eerste activiteitenjaar van de dienst voor schoolherinschakeling een pedagogische supervisie georganiseerd werd door een persoon of een instelling buiten de dienst voor schoolherinschakeling;

g) dat de notulen van elke vergadering betreffende het specifieke project van de dienst voor schoolherinschakeling en de toepassing van de gedragscode opgesteld werden en dat de handtekening van de aanwezige leden op alle notulen gezet moet worden;

h) dat de minderjarigen ten minste één keer per jaar verzocht worden om deel te nemen aan een vergadering met de directie en de personeelsleden wanneer de punten die op de agenda staan, ze rechtstreeks betreffen en dat de handtekening van de aanwezige minderjarigen op alle notulen gezet moet worden.

TITEL V. – *Jaarlijks activiteitenverslag*

Art. 26. Elke dienst voor schoolherinschakeling stuurt, ten laatste voor 30 september, een jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 25, § 4, van het intersectoraal decreet betreffende het vorige schooljaar.

Dit activiteitenverslag dat uitgewerkt wordt volgens de genormaliseerde uurrooster bepaald door de bevoegde Ministers, bepaalt inzonderheid voor elke interventie-eenheid :

- 1) de personeelsformatie;
- 2) de wijze waarop de kwalificaties van de personeelsleden tot de ontwikkeling van het specifieke project hebben bijgedragen;
- 3) het aantal opgevangen minderjarigen en de gemiddelde duur van de opvang door een onderscheiding te maken tussen :
 - de minderjarigen opgevangen krachtens de artikelen 31, 32 of 33 van het intersectoraal decreet;
 - het studiejaar, de vorm en het type van onderwijs van de minderjarigen;
- 4) het aantal openstaande dossiers waarbij bepaald wordt voor elke minderjarige : het niveau, de vorm, het type onderwijs en het type toestand waartoe hij behoort;
- 5) het aantal minderjarigen aan wie de opvang aanbevolen werd, die deze weigeren of onderbreken waarbij bepaald wordt elke minderjarige : het niveau, de vorm, het type onderwijs, het type toestand waartoe hij behoort en de redenen van de beslissing;
- 6) het aantal minderjarigen die opgevangen werden tijdens de schoolvakantie en de georganiseerde activiteiten tijdens deze periodes;
- 7) de hulpmiddelen ontwikkeld tijdens het schooljaar om de moeilijkheden van de minderjarigen op te lossen;
- 8) de nadere regels voor de partnerschappen georganiseerd met de inrichtingen bezocht door de minderjarigen vóór of na hun opvang en met de betrokken psycho-medisch-sociale centra;
- 9) in voorkomend geval de nadere regels voor de partnerschappen georganiseerd met andere schoolinrichtingen dan deze bezocht door de minderjarigen vóór of na hun opvang, met de betrokken psycho-medisch-sociale centra of met elk operator binnen of buiten de school;
- 10) in voorkomend geval, de activiteiten van de dienst voor schoolherinschakeling georganiseerd in partnerschap met een externe inrichting, de nadere regels en de doelstellingen van deze activiteiten met verwijzing naar de opdrachten bedoeld in artikel 22 van het decreet;
- 11) in voorkomend geval, het aantal toestanden waarvoor de betrokkenheid van de Adviseur bij de Hulpverlening aan de Jeugd, de Directeur van de Hulpverlening aan de Jeugd of van de Jeugdrechtbank nodig was;
- 12) de beschrijving van de middelen ontwikkeld om de moeilijkheden inzake het leerproces of de socialisatie van de minderjarigen te ontdekken en om daarvoor een oplossing te vinden;
- 13) de activiteiten in verband met hulp en de begeleiding in verband met het leefmilieu, inzonderheid de ouders of de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen of het leven van de jongeren;
- 14) de opleidingen georganiseerd voor de personeelsleden;
- 15) de vergemakelijkingselementen en de moeilijkheden ondervonden om de opdrachten toegewezen aan de structuren te voeren;
- 16) de schooloriëntatie gekozen na de opvang;
- 17) het aantal opgevangen minderjarigen waarbij de vastgestelde doelstellingen niet bereikt werden en die de oorzaken zijn van die mislukking.

TITEL VI. – *Erkenning van de schooljaren*

Art. 27. Opdat de begeleidingsperiode bedoeld in artikel 35 van het intersectoraal decreet in aanmerking zou komen voor een erkenning van de schooljaren, wordt deze ingediend door de dienst voor schoolherinschakeling met behulp van het formulier bedoeld in bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie.

De beslissing om al dan niet de erkenning van schooljaren toe te kennen wordt meegedeeld door de Algemene Directie Leerplichtonderwijs ten laatste binnen de twintig werkdagen volgend op de ontvangst van de aanvraag. Bij de niet-naleving van deze termijn wordt de beslissing geacht als gunstig te zijn.

TITEL VII. – *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 28. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de diensten voor schoolherinschakeling van 14 mei 2009, wordt opgeheven.

Art. 29. Bij wijze van overgangsmaatregel behouden de diensten voor schoolherinschakeling die, op 31 augustus 2014, in aanmerking komen voor een erkenning overeenkomstig artikel 18 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school, hun erkenning en blijven onderworpen aan de Titel VI van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 tot 31 december 2014. Vanaf 1 januari 2015 worden de diensten erkend voor een onbepaalde duur.

Art. 30. De Minister van Leerplichtonderwijs en de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit

Art. 31. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Brussel, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS